



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



SYNTHÈSE D'ACTIVITÉ 2020  
DE L'ADEME ÎLE-DE-FRANCE

**au cœur**

DU PLAN DE RELANCE  
en Île-de-France














# SOMMAIRE

<b>Chiffres clés</b>	<b>04</b>
<b>Entretien... avec Michel Gioria</b>	<b>05</b>
<b>Actions 2020</b>	
— Transition énergétique : accompagner petits & grands projets	06
— Économie circulaire : déchets, l'ADEME sur tous les fronts	08
— Villes et territoires durables : main dans la main avec les acteurs de terrain	10
<b>Côté Com'</b>	<b>12</b>
<b>Le parcours d'un projet</b>	<b>14</b>

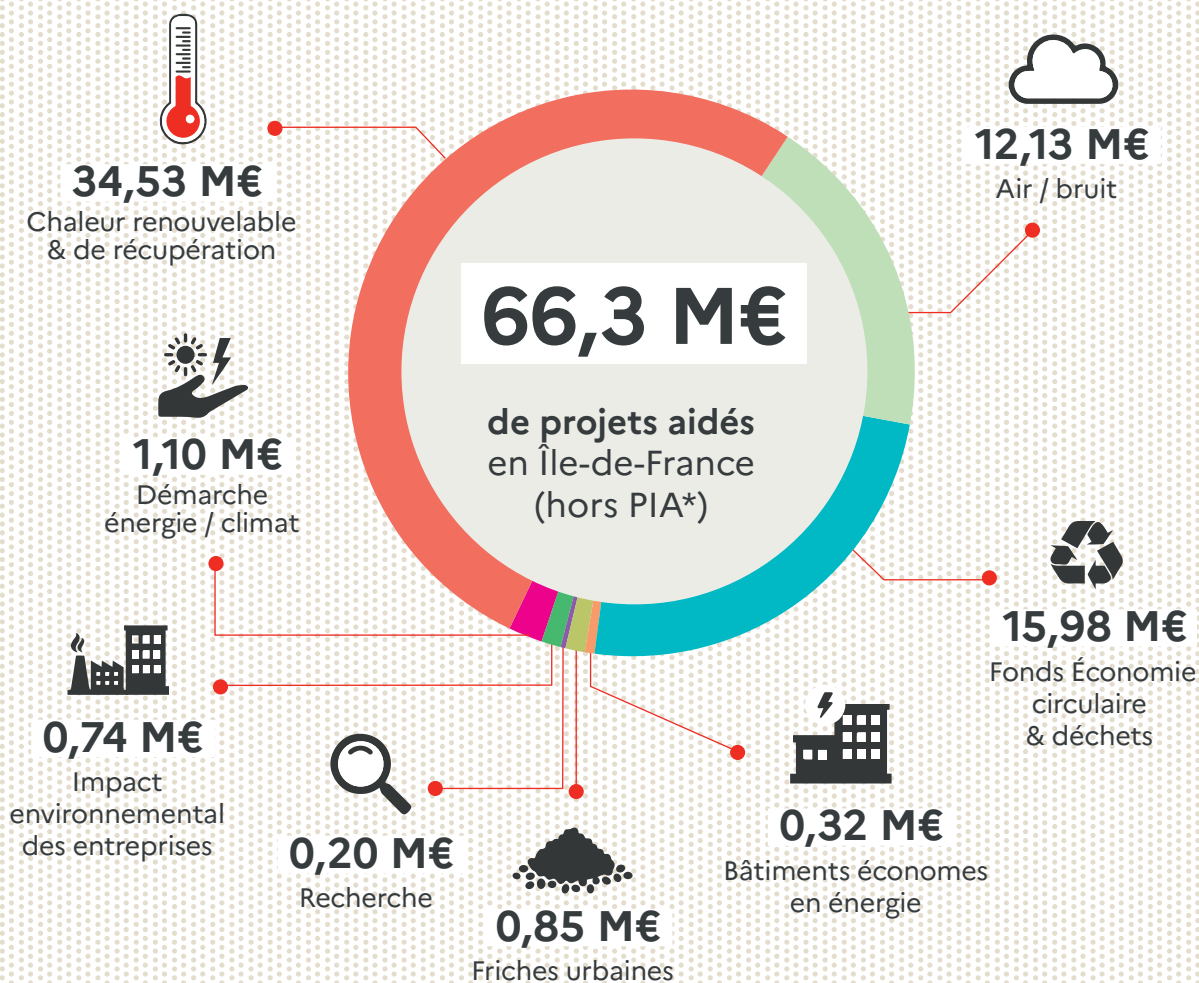
## Aides et actions

	— Paris (75)	15
	— La Seine-et-Marne (77)	17
	— Les Yvelines (78)	19
	— L'Essonne (91)	21
	— Les Hauts-de-Seine (92)	23
	— La Seine-Saint-Denis (93)	25
	— Le Val-de-Marne (94)	27
	— Le Val-d'Oise (95)	29
	— La Métropole du Grand Paris	31



# CHIFFRES CLÉS

## - Budget 2020



\* Programme Investissements d'Avenir

**252**  
projets aidés



# ENTRETIEN

« 2020 :  
une année  
exceptionnelle »



**Michel Gioria**

Directeur régional Île-de-France  
de l'ADEME  
en 2020

## L'année 2020 marque un tournant dans les activités de l'ADEME en Île-de-France. Pourquoi ?

Sur la période, nous avons soutenu **252 projets sur le territoire** – c'est 72 de plus qu'en 2019. Cette augmentation révèle une vraie dynamique régionale en faveur de la transition écologique. Notre écosystème d'acteurs a été force de proposition, malgré la crise sanitaire. Cela montre également un fort engagement des 33 collaborateurs de la Direction régionale qui suscitent, instruisent et accompagnent ces projets. Au total, nous avons injecté **66,3 millions d'euros** d'aides au profit de projets concrets de transition écologique, soit 18 millions d'euros en plus qu'en 2019.

## Comment vous êtes-vous adapté à cette année difficile ?

Tout le monde a fait preuve de beaucoup de souplesse et d'écoute. D'abord, nous avons priorisé la gestion et le versement des paiements pour soulager la trésorerie des porteurs de projets le plus durement impactés par la crise. Par exemple, **un fonds de secours à l'emploi de 1,52 million d'euros** a permis de soutenir 37 recycleries et ressourceries qui ont dû fermer leurs portes durant les confinements.

Nous avons également adapté le calendrier des appels à projets et avons anticipé le lancement des dispositifs 2021, dès l'été 2020. Nous l'avons fait à la demande des bénéficiaires, pour les sécuriser et soutenir leurs activités. Nous avons mis notre efficacité et les moyens que nous confie l'État au profit d'une relance économique de court terme, à notre échelle. **L'écosystème de la transition écologique a d'ailleurs bien résisté à la crise : c'est une excellente nouvelle !** Nous avons reçu de nombreux messages chaleureux de la part de nos partenaires qui nous remercient d'avoir été à leur côté durant cette année difficile. C'est encourageant et motivant pour l'équipe.

## En parallèle, le programme de travail prévu avant la crise a-t-il porté ses fruits ?

Oui, nous avons pu financer très tôt dans l'année les projets reçus fin 2019, et assurer malgré tout la concrétisation de ces nombreux projets : cette anticipation était indispensable. Plusieurs orientations stratégiques ont également porté leurs fruits, comme la montée en puissance des correspondants départementaux qui ont une connaissance plus fine du territoire. Ils sont là pour tisser des liens avec les acteurs institutionnels et font preuve de pédagogie et d'écoute auprès des porteurs de projets. Les premiers mois de mise en œuvre du Plan de Relance confirmer leur rôle essentiel.

Nous avons également expérimenté une approche par cible, en accentuant nos contacts auprès des collectivités et des entreprises pour accélérer la mise en œuvre de leur transition écologique. Enfin, notre outil de reporting a évolué et nous permet de suivre les projets de façon plus précise, en lien avec les services de l'État. Grâce à lui, nous veillons à une égalité de traitement des territoires d'Île-de-France.

## L'écosystème francilien est-il donc prêt à relever le défi du plan de relance en 2021 ?

Nous allons à la fois garder le cap et accélérer le travail mené depuis plusieurs mois autour du Plan de Relance, car l'État nous confie des moyens financiers d'intervention sans précédent ! À l'échelle nationale, l'ADEME voit son budget doubler. C'est la première fois que nous avons un objectif de massification sur de nombreuses thématiques, comme **le développement de l'hydrogène, de l'économie circulaire et la décarbonation de l'industrie**.

Ensemble, nous allons relever ce défi ! Pour cela, nous encourageons les porteurs de projets à investir dans les ressources humaines et à se doter d'autres compétences comme l'ingénierie indispensable pour monter ces projets qui feront encore grandir la famille des acteurs franciliens de la transition écologique !



# TRANSITION ÉNERGÉTIQUE : ACCOMPAGNER PETITS & GRANDS PROJETS

À la pointe en matière de géothermie profonde, la région Île-de-France possède un vivier important de projets de chaleur renouvelable toutes filières confondues en moyenne et grande couronne. En 2020, l'ADEME permet à de nouveaux acteurs d'émerger et aux réseaux professionnels de se consolider. Une transition énergétique locale en plein essor, grâce à un dispositif clé qui a fêté ses 10 ans : le Fonds Chaleur.

**« La méthanisation et la géothermie sont les moteurs de la production de chaleur renouvelable en Île-de-France »**

Claire Florette, coordinatrice du pôle Transition énergétique

## — Un réservoir d'initiatives pour la chaleur thermique

Innovation majeure de l'année 2020, le dispositif des Contrats d'objectifs territoriaux permet aux acteurs locaux de se rassembler afin de proposer ensemble des « grappes » de projets, dont le seuil de production d'énergie les rend éligibles aux financements du Fonds Chaleur. L'objectif est simple : « Si l'on veut accélérer la transition énergétique, il faut pouvoir couvrir l'ensemble du territoire et déployer des projets dans des zones où les besoins énergétiques sont moins denses », explique Catherine Chou, ingénieure.

De nombreux projets sont actuellement à l'étude à l'échelle d'un territoire ou d'un patrimoine grâce aux Contrats d'objectifs patrimoniaux. Pour l'un d'entre eux, le Syndicat départemental des Energies de Seine et Marne (SDESM) a répertorié pas moins de 40 petits projets à monter main dans la main avec les collectivités locales adhérentes au SDESM. « La preuve qu'il fallait aller les chercher et leur mettre le pied à l'étrier ! »



**580 GWh**

c'est la capacité d'EnR&R additionnelle financée en 2020 grâce au soutien du Fonds Chaleur.

**« Nous faisons reculer les zones blanches de la transition écologique grâce aux contrats territoriaux dédiés aux acteurs locaux qui souhaitent développer un projet de chaleur renouvelable »**

Catherine Chou, ingénieure



## — Puiser l'énergie verte dans les sous-sols franciliens

Le Fonds Chaleur permet en 2020 de soutenir la production de **580 GWh** de chaleur renouvelable en Île-de-France grâce aux différentes filières d'énergie renouvelable ou de récupération (ENR&R) : géothermie profonde, de surface ou de minime importance, récupération de chaleur fatale (souvent sur les unités d'incinération) et bois-énergie.

À Saint-Denis par exemple, le projet de géothermie de surface située sur le futur **quartier Pleyel** bénéficie d'un soutien financier important de l'État à travers l'ADEME. Un cofinancement d'un montant de **3,8 M€** - 21 % des investissements nécessaires - pour le forage de onze puits et la construction d'une centrale géothermique. L'installation permettra de chauffer ou de refroidir 609 000 m<sup>2</sup> de bâtiments à plus de 65 % en ENR&R et abritera notamment le futur village olympique et paralympique.

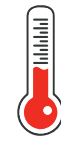
« La géothermie superficielle suscite un nouvel engouement, observe **Matthieu Mefflet-Piperel**, ingénieur géothermie de surface. Nous nous en réjouissons car cette technologie est effectivement très pertinente à l'échelle d'un seul bâtiment ou d'un quartier entier pour les besoins de chaleur et de froid. »

## — Les succès de la filière géothermie profonde

Véritable spécificité de l'Île-de-France : la géothermie profonde bénéficie elle d'un solide réseau de professionnels et de 40 ans de savoir-faire. L'ADEME a déjà accompagné pas moins de **40 projets de forage en Île-de-France entre 2007 et 2020** grâce aux Fonds Chaleur pour **90 M€ d'aides, 54 M€ pour des créations ou extensions de réseaux alimentés par doublets de géothermie profonde**. En 2020, à Champs-sur-Marne et Vélizy-Villacoublay, deux projets supplémentaires sont soutenus pour une capacité totale de 174 GWh. « Chaque projet peut être l'occasion pour la filière de résoudre des difficultés technologiques. Les retours d'expérience et les bonnes pratiques se diffusent », observe **Claire Florette**, coordinatrice du pôle transition énergétique. Les élus s'y intéressent de plus en plus, du fait du gisement de ressources existant dans le sous-sol francilien et du coût d'exploitation moins élevé que sur d'autres filières.

## 60 projets franciliens

études ou investissements soutenus.



Le Fonds Chaleur représente 34,3 M€ d'aides de l'État à travers l'ADEME Île-de-France.

27 août 2020 : début des travaux de forage pour la future centrale géothermique de Vélizy - Villacoublay dans les Yvelines.

Ce projet soutenu par l'ADEME à hauteur de 5,9 M€ est une nouvelle prouesse technologique et une première nationale : l'architecture du puits composée de deux drains permettra de traverser deux fois les niveaux producteurs pour maximiser le volume de réservoir drainé. Une innovation des équipes de Veligeo, société de production d'énergie renouvelable (ENGIE Solutions) et la collectivité locale, qui favorisera la récupération d'une eau géothermale à 64°C et fournira une puissance calorifique de plus de 16 MW.



## « Vers une mobilisation raisonnable et raisonnée de la biomasse forestière »

### Quels sont les principaux enjeux liés à la biomasse en Île-de-France ?

Nous importons 2/3 du bois que nous consommons. Seulement 53 % de notre production de bois est prélevée chaque année et à peine 1 % de cette production est transformée localement. De nombreux progrès peuvent donc être envisagés. Pour mieux entretenir nos **263 000 ha de forêts**, nous accompagnons les propriétaires des domaines forestiers à établir des plans de gestion. Nous recensons actuellement les besoins des projets immobiliers franciliens dans l'optique d'utiliser un bois d'œuvre local, en circuit court. Le futur village olympique pourrait être une locomotive dans cette optique !

### Et le bois comme source d'énergie ?

Le Schéma Régional Climat Air Énergie exige une utilisation rationnelle et limitée du bois comme source de chaleur potentielle, afin de ne pas aggraver la pollution de l'air. Néanmoins, la biomasse est une énergie renouvelable plus vertueuse que les énergies fossiles. Nous menons actuellement une étude pour permettre le développement des petites et moyennes chaufferies biomasse tout en respectant les réglementations relatives à la qualité de l'air dans le cadre de l'interprofession **bois - l'association FIBois - Île-de-France** - qui fédère l'ensemble des professionnels de la forêt et du bois.



**Chantal Derkenne**  
Ingénieure  
Bioéconomie /  
Chaufferies biomasse



## ÉCONOMIE CIRCULAIRE

# DÉCHETS : L'ADEME SUR TOUS LES FRONTS

Collectivités locales, associations, entreprises : en 2020, la Direction régionale de l'ADEME accompagne 53 projets et soutient les ambitions de nombreux acteurs territoriaux pour collecter, réemployer ou revaloriser en nouvelles ressources, les déchets d'Île-de-France. Au plus fort de la crise sanitaire de la COVID-19, des moyens financiers sans précédent sont déployés pour assurer la pérennité des structures les plus fragiles.

« Avec le doublement du Fonds Économie circulaire au niveau national, l'ADEME passera à la vitesse supérieure en 2021 »

Grégory Fauveau, coordinateur du pôle Économie circulaire et Déchets

### — Un soutien unanime aux structures du réemploi

En 2020, coup dur pour les recycleries et ressourceries d'Île-de-France : contraintes de fermer leurs portes au public pour raisons sanitaires, elles se retrouvent face à d'importantes difficultés de trésorerie. Pour les aider à maintenir un équilibre financier, l'État met en place à travers l'ADEME un fonds d'urgence exceptionnel durant l'été. En Île-de-France, elle attribue **1,52 M€ d'aides à 37 structures** pour soutenir ce secteur du réemploi solidaire en pleine croissance.

« Notre objectif est d'accompagner la montée en capacité de ces associations qui travaillent à une échelle réduite. Elles sont indispensables au passage à l'économie circulaire », insiste **Grégory Fauveau**, « C'est là que vont les citoyens pour les outils ou objets de seconde main. »

### — Réduire les déchets dans nos poubelles

Pour lutter contre le gaspillage des ressources et réduire l'impact environnemental des déchets, les politiques publiques d'économie circulaire des collectivités sont indispensables. Parmi elles, la tarification incitative est un levier très efficace que l'ADEME soutient particulièrement puisqu'elle permet de **réduire de 30 à 50 % la production par habitant d'ordures ménagères résiduelles (OMR)** et d'augmenter le tri des déchets recyclables en liant le montant payé par les usagers à la quantité d'OMR qu'ils produisent. Deux collectivités s'y sont mises avec l'accompagnement de l'ADEME (Versailles Grand Parc et Plaines et Monts de France) et trois autres réaliseront une étude de faisabilité dès l'année prochaine, dont la Ville de Paris.

« Nous ne pouvons pas abandonner les recycleries et ressourceries que nous avons aidées à faire émerger et à se développer ! »

Carole Limouzin, Ingénieure au pôle Économie circulaire et Déchets





## – Le bio-seau : bientôt chez tous les ménages

Avec la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire adoptée en 2020, les collectivités – tout comme les professionnels – devront mettre en place **le tri à la source des biodéchets - les déchets verts et alimentaires** – d'ici fin 2023 via la collecte ou la valorisation de proximité comme le compostage collectif. **Marie Boursier**, chargée de mission à l'ADEME Île-de-France, accompagne deux d'entre elles dans cette démarche : « Notre rôle est d'expliquer cette nouvelle réglementation aux élus et aux services techniques », indique-t-elle. « Nous finançons également les demandes d'études qui permettent d'établir un diagnostic territorial, car en zone rurale, en zone péri-urbaine ou en zone urbaine, les défis rencontrés par les bénéficiaires sont chaque fois différents et les modalités de collecte et de valorisation sont donc à adapter ! »

## – Le dynamisme de la méthanisation

Technologie-clé de l'économie circulaire et levier de la transition énergétique, la méthanisation est aujourd'hui en plein essor en Île-de-France. Pas moins de **17 méthaniseurs** sont soutenus par l'État à travers l'ADEME en 2020, pour une aide cumulée de **5,5 M€** et une capacité de 23 MW en tout. L'agence impulse aussi une dynamique auprès des agriculteurs et de tous les acteurs

de la filière, grâce au cercle francilien de la méthanisation : Prometha. « Des groupes de travail ont déjà été mis en place sur plusieurs thématiques : les cultures intermédiaires à vocation énergétique, le financement, la formation et l'acceptabilité locale des projets... », décrit **Jean-Marie Chaumel**, ingénieur en charge de la méthanisation.

## – Plus de déchèteries pour les pros du bâtiment

Avec 33 millions de tonnes de déchets par an, les acteurs de la construction d'Île-de-France se mobilisent également pour traiter ou valoriser les déchets : « Nous souhaitons renforcer le maillage des plateformes de transit et de traitement des déchets du BTP en vue des chantiers du Grand Paris Express », expose **Mohamedou Ba**, ingénieur au pôle Économie circulaire et déchets. Mais pour le recyclage de la majorité des déchets (pierres, terres, ciment...), « le défi est aussi d'ordre logistique car nous manquons de foncier disponible », observe-t-il.

Ainsi, grâce à un appel à projets lancé en 2019 sous l'impulsion du Préfet de Paris et de la Région Île-de-France, 8 porteurs de projets sont accompagnés et soutenus pour densifier le réseau francilien de déchèteries professionnelles et les moderniser, afin qu'elles soient faciles d'accès pour les artisans et les entreprises. À la Courneuve par exemple, le futur éco-tri de Cosson sortira de terre sur une friche industrielle - un foncier temporaire décisif dans cette zone proche du futur village olympique.

En 2020, Cap Vert Energie et Île-de-France Énergies lancent la construction d'Equimeth, une unité de méthanisation territoriale implantée à Moret-Loing-et-Orvanne en Seine-et-Marne. Soutenue par l'ADEME IDF à hauteur de 680 K€, elle permettra fin 2021 de valoriser 25 000 tonnes de matières organiques issues du territoire et d'injecter 250 Nm<sup>3</sup> de biométhane par heure dans le réseau de gaz, soit l'équivalent de la consommation de 4 000 habitants.



« Vendre moins mais mieux »



**Valérie Plet**  
Ingénieure  
Écoconception /  
Écologie  
industrielle /  
Économie de la  
fonctionnalité

### Qu'est-ce que l'économie de la fonctionnalité ?

C'est un des sept piliers de l'économie circulaire : ce nouveau modèle d'affaires propose aux entreprises, ou aux collectivités dans une dynamique de territoire, de rompre avec la logique qui consiste à produire plus pour vendre plus. En changeant de regard sur son activité, l'entrepreneur cherche à fournir à l'utilisateur des solutions intégrant des biens et des services centrés sur ses besoins et usages réels. Cette innovation de modèle d'affaires sur laquelle nous travaillons depuis quatre ans offre de vraies potentialités environnementales !

### Qui est concerné en Île-de-France ?

Nous soutenons son déploiement via le club francilien Économie de la fonctionnalité et développement durable qui offre la possibilité aux entrepreneurs de se former et d'échanger entre pairs. À noter également, la publication récente

### d'un guide du Comité francilien sur les nouveaux modèles économiques.

En 2020, nous avons également sélectionné quatre projets franciliens qui vont bénéficier d'un programme d'incubation national intitulé « Territoire de services et de coopération » - **Coop'TER**.

Il s'agit de la Communauté d'agglomération Roissy Pays-de-France, qui élabore un schéma territorial pour une alimentation saine en partenariat avec un écosystème d'acteurs locaux, de l'entreprise Epidebri qui propose une épicerie mobile à Bondy, de l'entreprise DM Compost et son offre de prévention et de gestion territoriale des biodéchets (via une plateforme de compostage locale en milieu dense), et enfin, de l'association Rejoué qui veut développer la coopération d'acteurs, notamment professionnels, dans l'objectif de divertir les enfants (ces 3 derniers projets sont en cours de contractualisation avec l'ADEME IDF).



## VILLES ET TERRITOIRES DURABLES

# MAIN DANS LA MAIN AVEC LES ACTEURS DE TERRAIN

L'ADEME agit pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et construire la résilience des territoires. En 2020, elle adapte et multiplie ses appels à projets, et accompagne notamment le déploiement de l'hydrogène, la reconversion des friches polluées et la décarbonation des industries polluantes dans le cadre du Plan de Relance.

### — Le vélo décolle en Île-de-France

Avec une augmentation de **69 %** en un an, **l'usage du vélo explose en Île-de-France**. Un intérêt renforcé de façon spectaculaire par la crise sanitaire : « Beaucoup de collectivités se sont engagées de manière remarquable dans une politique favorable au vélo suite au confinement, avec l'aménagement de **125 kilomètres de pistes cyclables temporaires** », observe **Philippe Moinat**, ingénieur à l'ADEME.

Un mouvement que la Direction régionale accompagne en 2020 avec **l'Appel à projets Vélo et Territoires** qui a reçu pas moins de **343 candidatures, et à l'issue duquel 8 lauréats sont retenus**. L'ADEME financera à hauteur de 15 M€ la structuration et l'animation des politiques cyclables de ces collectivités ou groupement de collectivités.

### — En route vers l'hydrogène

La région Île-de-France est fortement impactée par la pollution atmosphérique avec 1,4 million de Franciliens exposés à des dépassements des valeurs limites en NOx (azote) et 200 000 à des dépassements des valeurs limites en particules en 2016.

Pour faire face à cette urgence sanitaire, climatique et économique, l'ADEME poursuit sa mobilisation en 2020 en lançant deux nouvelles sessions de l'appel à manifestation d'intérêt « Feuille de route qualité de l'air » et en soutenant les 3 projets de l'appel à projets « **Écosystèmes de mobilité hydrogène** » pour près de 30 M€ (en cours de contractualisation). « C'est unique et déterminant pour la structuration de la filière et les emplois associés », conclut **Valérie Jouvin**, coordinatrice du pôle Villes et territoires durables.

**« L'hydrogène est un sujet d'avenir, déterminant pour la transition écologique et l'emploi ! Nous encourageons les acteurs de la filière à se saisir des opportunités uniques de France Relance. »**

**Valérie Jouvin**, coordinatrice du pôle Villes et territoires durables

### ZOOM SUR...

## Le réseau REPAR promeut la pratique cycliste

Sept ateliers participatifs et solidaires mettent à disposition des outils, des pièces détachées et des conseils pour permettre aux cyclistes d'entretenir et de réparer eux-mêmes leurs vélos. En 2020, ces **structures franciliennes** se mettent en réseau pour mieux accompagner la pratique et l'usage du vélo sur le territoire, dans une démarche solidaire. Le **REPAR** est soutenu par l'ADEME qui rend possible en 2020 l'embauche d'un salarié.

En agissant sur deux axes fondamentaux de la transition écologique que sont le ré-emploi et la mobilité active, le REPAR répond parfaitement aux attentes des Franciliens qui ont sorti leurs vélos des caves, suite aux grèves puis à la pandémie de la COVID 19.







## — Des taxis zéro émission

Première flotte de taxis à l'hydrogène au monde, **Hype est l'opération phare de l'année** : elle démontre la pertinence de la mobilité hydrogène pour le transport collectif de personnes, terrestre ou fluvial, ou encore la mobilité lourde. Lancée en 2015 à l'occasion de la COP21 à Paris et dans toute la Région, la flotte compte une centaine de véhicules - la compagnie visant à l'avenir la mise en circulation de 500 nouveaux taxis. L'entreprise HysetCo (la Société du taxi électrique parisien, Air Liquide, Toyota France, IDEX infra, Kouros SA) compte aussi investir dans des moyens de production d'hydrogène local à partir d'électrolyse, qui permettront d'alimenter **3 nouvelles stations d'approvisionnement**. Le projet permettra d'économiser en moyenne chaque année 2,1 millions de litres de carburants fossiles et 5 090 tCO<sub>2</sub>/an.

« Le contexte n'a jamais été aussi favorable à l'hydrogène », note Valérie Jouvin. Elle observe avec optimisme la montée en puissance de tout un « écosystème d'acteurs » réuni autour de la réalisation d'études ou du lancement du Club Hydrogène. Des porteurs de projets, des collectivités, des industriels, ou encore des bureaux d'études qui s'organisent pour se saisir de ce vecteur d'énergie sans émission locale, en plein essor, devenue l'une des priorités du Plan de Relance.

## « Grâce à l'AMI CITEC, les collectivités font converger les enjeux du climat et de l'économie circulaire dans une démarche transversale. »

**Claire Peyet-Febrer, chargée de mission à l'ADEME Île-de-France**

## — Soutenir les politiques territoriales

Lancé en février 2020 par l'ADEME Île-de-France, pour une période de trois ans, l'Appel à manifestation d'intérêt (AMI) CITEC s'adresse aux nouvelles équipes municipales. Objectif : accompagner la mise en œuvre de leurs politiques énergie/climat et économie circulaire, dans une approche intégrée. **14 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et des établissements publics territoriaux (EPT)** se sont déjà montrés intéressés - les dossiers sont en cours d'instruction et seront contractualisés en 2021.

Cette nouvelle dynamique s'appuie sur les **428 communes** qui ont entrepris de renforcer leur ambition et leur gouvernance des politiques Climat-Air-Énergie grâce à **Cit'ergie**. « Nous préparons ainsi les élus et les techniciens territoriaux à l'arrivée du futur contrat d'objectif territorial multi-thématiques de l'ADEME au cours de l'année 2021 », explique Claire Peyet-Febrer, chargée de mission à l'ADEME.

## — Expérimenter la sobriété

Cette approche systémique de la transition écologique est également au cœur de l'**appel à manifestation d'intérêt Low Tech** paru en 2020. 11 projets lauréats sont retenus « pour développer des produits et des services moins intensifs et complexes en technologie, avec des impacts limités sur l'environnement », décrit Thibaut Faucon, ingénieur « Approche systémique & résilience territoriale ». Architecture résiliente, potagers urbains verticaux, vélos-remorques mutualisés, boîte à outils de promotion de la filière paille... Les exemples de produits et services plus simples, plus sobres en ressources et en énergie, plus facilement recyclables, sont nombreux, et se développeront l'année prochaine à l'occasion d'une deuxième session.



# CÔTÉ COM'

## Actions marquantes & nouveautés

### 2020, communiquer : une priorité essentielle

Dès le début du confinement à la mi-mars 2020, la Direction régionale a fait de la communication une priorité pour maintenir le lien avec ses interlocuteurs et répondre à leur demande au cœur de la tempête.

« Il était essentiel de maintenir nos actions. Il fallait poursuivre la valorisation des projets que nous soutenons et lancer dans les meilleures conditions les mesures du Plan de Relance. Nous avons su montrer

à nos partenaires que l'ADEME était à leurs côtés dans le moment difficile que nous vivions. Notre organisation a su faire preuve d'une capacité d'adaptation rapide et efficace. La communication, avec les outils que nous avons développés et renforcés en 2020, constitue une infrastructure performante de dialogue et d'information qui sera essentielle pour soutenir le Plan de Relance et accélérer la transition écologique en Île-de-France ».

#### Le Fil d'Actu de l'ADEME Île-de-France

Le premier Fil d'actu de l'ADEME Île-de-France a été diffusé début juin 2020.

7 numéros plus tard, le bilan de la newsletter de la Direction régionale est positif. En effet, la diffusion se fait en début de chaque mois à plus de 7 000 abonnés : élus, décideurs locaux, responsables associatifs, responsables d'entreprises, ingénieurs... 7 grands sujets ont été traités cette année dans la rubrique "Le projet à la Une".

« Avec le Fil d'Actu, l'ADEME Île-de-France dispose d'un support de communication supplémentaire, régulier, qui permet à un grand nombre de nos partenaires de suivre nos actions et de valoriser les projets que nous menons en commun sur le terrain. »

S'abonner :

[www.ile-de-france.ademe.fr/actualites/lettre-dinformation](http://www.ile-de-france.ademe.fr/actualites/lettre-dinformation)





## « Maintenir le lien avec nos partenaires au cœur de la tempête ! »

**Marion Guérout**, Responsable de la Communication à l'ADEME Île-de-France

### Un nouveau partenariat média avec Le Journal du Grand Paris

Le Journal du Grand Paris et la Direction régionale Île-de-France ont coédité plusieurs Hors-Séries sur des thématiques très diversifiées :

- **les mobilités électriques,**
- **l'Île-de-France en mode résilience,**
- **Plan de Relance, les mesures vertes de l'Île-de-France.**

Chaque numéro a été diffusé auprès de 5 000 décideurs, essentiellement en collectivités territoriales d'Île-de-France, abonnés au magazine.

« Avec ce partenariat, l'ADEME Île-de-France souhaite s'adresser plus directement aux élus et aux décideurs des collectivités. La publication très qualitative du Journal du Grand Paris nous permet de valoriser davantage nos actions et de mieux faire connaître nos capacités d'action au service de la transition écologique. »

De nouveaux numéros sont prévus en 2021.

Retrouvez nos publications sur [www.ile-de-france.ademe.fr/mediatheque](http://www.ile-de-france.ademe.fr/mediatheque)



### Les Webinaires

« Les Webinaires sont passés d'un statut de pratique quasi expérimentale au début de l'année 2020 à celui de rendez-vous ancré dans les habitudes à la fin de la même année. »

De nombreux webinaires ont été organisés ou co-organisés par l'ADEME Île-de-France. Les sujets couverts sont larges et le 1<sup>er</sup> webinar sur le Plan de Relance francilien a permis de rassembler plus de 550 participants début décembre.

Le format Webinaire permet de couvrir des territoires sur lesquels nos interlocuteurs se déplaçaient peu auparavant et permettra de maintenir le lien plus facilement.

Toute l'actu sur : [www.ile-de-france.ademe.fr](http://www.ile-de-france.ademe.fr)





## LE PARCOURS D'UN PROJET

# L'ADEME AU PLUS PRÈS DES PORTEURS DE PROJETS

En 2021, le Plan de Relance et le doublement du Fonds Économie circulaire vont permettre à l'État - à travers l'ADEME Île-de-France - d'accélérer son soutien aux entreprises, collectivités et associations portant des projets de transition écologique. Collectivités, associations, entreprises : vous avez envie d'agir ? Voici comment rejoindre la grande famille francilienne de la transition écologique.

## — L'animation territoriale pour agir

Le rôle de l'animateur départemental est crucial, estime **Raphaël Gerson, directeur adjoint Île-de-France de l'ADEME** : « Il est l'ambassadeur du Plan de Relance et des différents programmes de soutien de l'ADEME. Il assure l'interface avec les collectivités, les relais et les potentiels porteurs de projets. Il oriente ces derniers vers les dispositifs les plus pertinents et les responsables des appels à projets, qui les accompagnent jusqu'au dépôt de leurs dossiers. »

Outil-clé pour se positionner sur un appel à projets de l'ADEME, la plateforme numérique :

[www.agirpoulatransition.ademe.fr](http://www.agirpoulatransition.ademe.fr)

Mise en service courant juin, elle propose plusieurs parcours en fonction des besoins de l'utilisateur - qu'il soit un particulier, une entreprise ou une collectivité. Le filtre « Type » du projet (animation, étude, investissement ou innovation) permet d'affiner sa recherche et d'identifier le dispositif le plus adapté.

## — En 2021, la relance

« Nous voulons toucher de nouveaux acteurs. Il ne doit plus y avoir aucune zone blanche de la transition écologique dans notre région », poursuit Raphaël Gerson.

Et les futurs bénéficiaires sont au rendez-vous ! Plus de 550 inscrits ont participé au 1<sup>er</sup> webinaire d'information proposé par l'ADEME Île-de-France début décembre sur le Plan de Relance.

### Vos animateurs territoriaux à l'ADEME Île-de-France



- 75 Nathalie Hebrard** - nathalie.hebrard@ademe.fr
- 77 Camille Batteux** - camille.batteux@ademe.fr
- 78 En attente de nomination**
- 91 Jean-Marie Chaumel** - jean-marie.chaumel@ademe.fr
- 92 Laurent Caillierez** - laurent.caillierez@ademe.fr
- 93 Catherine Chou** - catherine.chou@ademe.fr
- 94 Thibaut Faucon** - thibaut.faucon@ademe.fr
- 95 Valérie Jouvin** - valerie.jouvin@ademe.fr



## Éclairage



**Valérie Jouvin**  
Coordnatrice  
du pôle Villes et  
territoires durables à  
l'ADEME Île-de-France

### Quelles sont les grandes missions de l'animateur de terrain ?

- Promouvoir l'offre ADEME classique (formations, appels à projets, méthodologies...) et les dispositifs France Relance au travers de webinaires organisés par l'ADEME Île-de-France et/ou les territoires.
- Participer aux échanges avec les collectivités souhaitant s'engager dans des Contrats de relance et de transition écologique (CRTE).
- Être à la fois proactif, aller à la rencontre des acteurs, et aussi recevoir leurs demandes. Répondre aux interrogations, proposer une étude de faisabilité par exemple, le plus en amont possible, pour assurer la réussite du projet.
- Être à l'écoute des élus et leur proposer de les amener progressivement un peu plus loin.
- Aller également à la rencontre des entreprises et industriels, notamment celles éligibles au Fonds décarbonation.

### Quels sont les partenaires avec lesquels vous travaillez ?

Selon les territoires, il s'agit des services de l'État, des agences locales de l'énergie, des chefs de projets des Plans Climat Air Énergie.

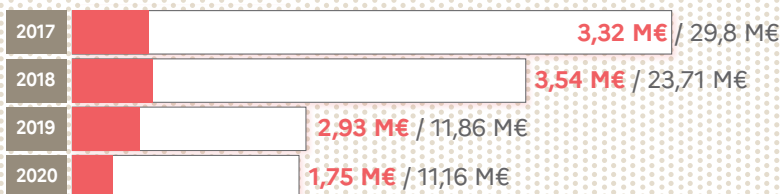




Focus sur...

## PARIS

## — Montants aidés



Montant cumulé des aides ADEME\*

11,5 M€



1,35 € / Habitant\*\*

Coût total des projets aidés\*

76,5 M€



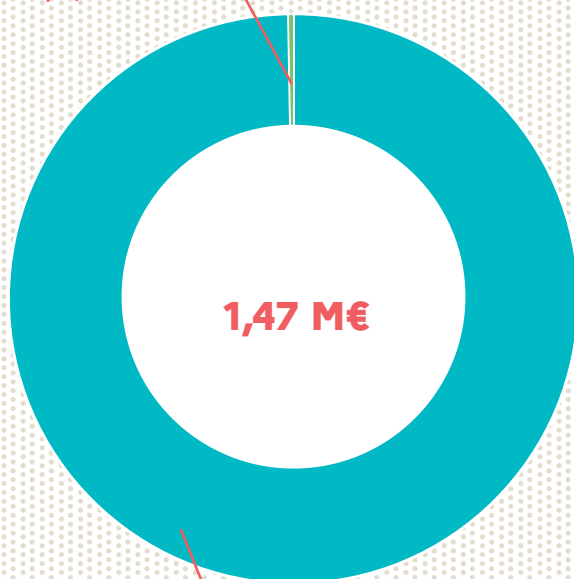
8,58 € / Habitant\*\*

\* Sur la période 2017-2020. \*\* Moyenne annuelle sur la période 2017-2020.

— Thématiques des aides ADEME  
en 2020 (hors Investissements d'Avenir)

Transport - mobilité

0,02 % / 0,003 M€



Économie circulaire &amp; déchets

99,8 % / 1,47 M€



## PARIS

## - Exemples d'opérations aidées

200 000 €

**Société LINKEE** (Paris 20<sup>e</sup>)

Développement d'une solution solidaire au gaspillage alimentaire.

199 649 €

**Centre d'études et d'expertise sur les risques liés à l'environnement, la mobilité et l'aménagement + Observatoire de l'innovation dans l'énergie + TERCARA**  
(Paris 3<sup>e</sup>)

**E WAY 2 - Étude du déploiement opérationnel de la phase d'expérimentation numérique de simulation du fonctionnement du corridor électrique et d'un camion-test électrique en conditions réelles.**

199 984 €

**Association HOPHOPFOOD**  
(Paris 11<sup>e</sup>)

Développement d'un réseau francilien de 200 garde-mangers solidaires (GMS).



187 753 €

**EMMAÜS DÉFI - Fondateur Abbé Pierre** (Paris 19<sup>e</sup>)

Dispositif exceptionnel Économie Sociale et Solidaire (ESS) réemploi.

150 016 €

**Institut d'aménagement et d'urbanisme de la Région Île-de-France** (Paris 15<sup>e</sup>)

Mise en place d'une dynamique d'observation et d'échanges sur les effets du réchauffement climatique.

155 625 €

**Communauté EMMAÜS**  
(Paris)

Dispositif exceptionnel Économie Sociale et Solidaire (ESS) réemploi.

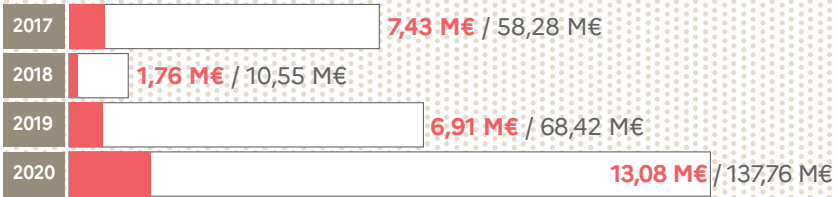




Focus sur...

# LA SEINE-ET-MARNE

## — Montants aidés



Montant cumulé des aides ADEME\*

**29,2 M€**

5,2 € / Habitant\*\*

Coût total des projets aidés\*

**275,0 M€**

49,06 € / Habitant\*\*

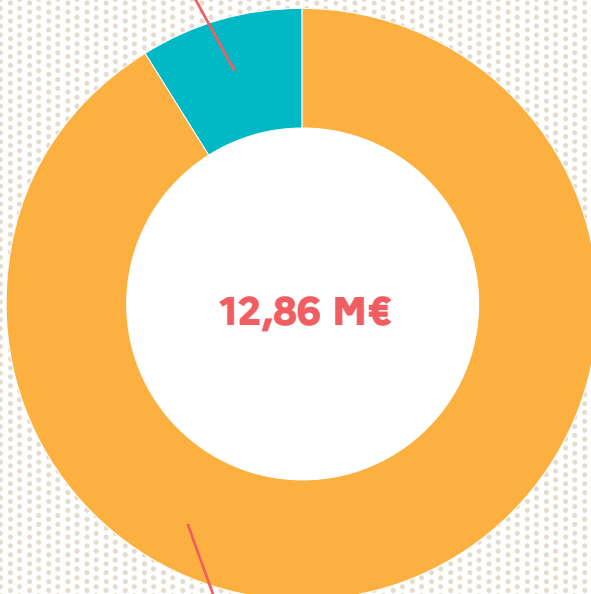
\* Sur la période 2017-2020. \*\* Moyenne annuelle sur la période 2017-2020.

## — Thématiques des aides ADEME

en 2020 (hors Investissements d'Avenir)

Économie circulaire  
& déchets

8,72 % / 1,12 M€

Énergies renouvelables  
& de récupération

91,28 % / 11,74 M€



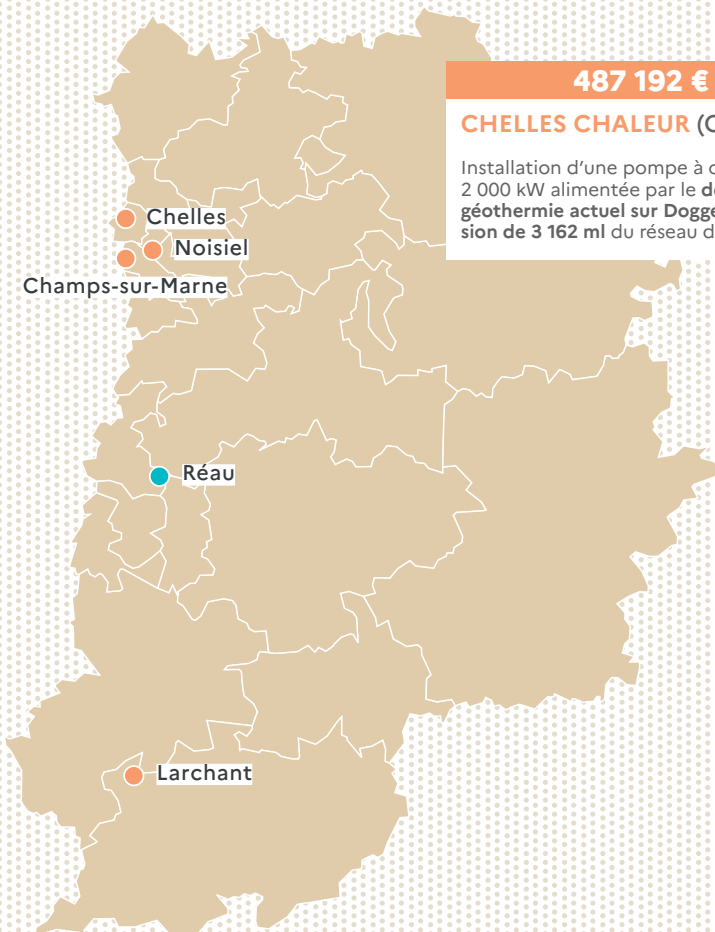
# LA SEINE-ET-MARNE

## — Exemples d'opérations aidées

6 M€

### GÉOMARNE (Champs-sur-Marne, Noisiel)

Création d'un doublet géothermique au dogger avec pompe à chaleur (11,8 MW) et d'un réseau de chaleur de 18 133 ml.



487 192 €

### CHELLES CHALEUR (Chelles)

Installation d'une pompe à chaleur de 2 000 kW alimentée par le doublet de géothermie actuel sur Dogger et extension de 3 162 ml du réseau de chaleur.

633 291 €

### NORMAL SOUPE (Réau)

Réalisation d'une plateforme de transfert, déconditionnement et hygiénisation de biodéchets collectés sur le Sud Est parisien - site de Réau - SEVALOR.

370 000 €

### BIOGAZ du PLATEAU (Larchant)

Création d'une unité de méthanisation agricole en injection (150 Nm<sup>3</sup>/h).

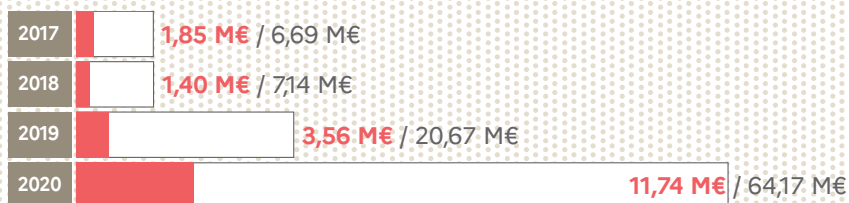




Focus sur...

# LES YVELINES

## – Montants aidés



Montant cumulé des aides ADEME\*

**18,6 M€**

3,22 € / Habitant\*\*

Coût total des projets aidés\*

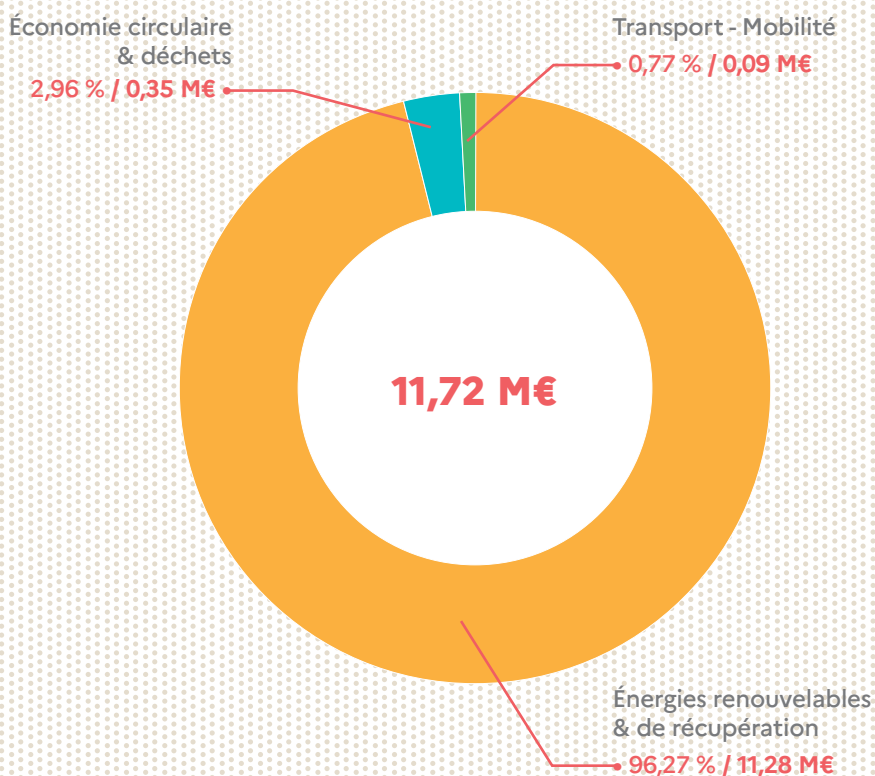
**98,7 M€**

17,16 € / Habitant\*\*

\* Sur la période 2017-2020. \*\* Moyenne annuelle sur la période 2017-2020.

## – Thématiques des aides ADEME

en 2020 (hors Investissements d'Avenir)





# LES YVELINES

## — Exemples d'opérations aidées

**5,95 M€**

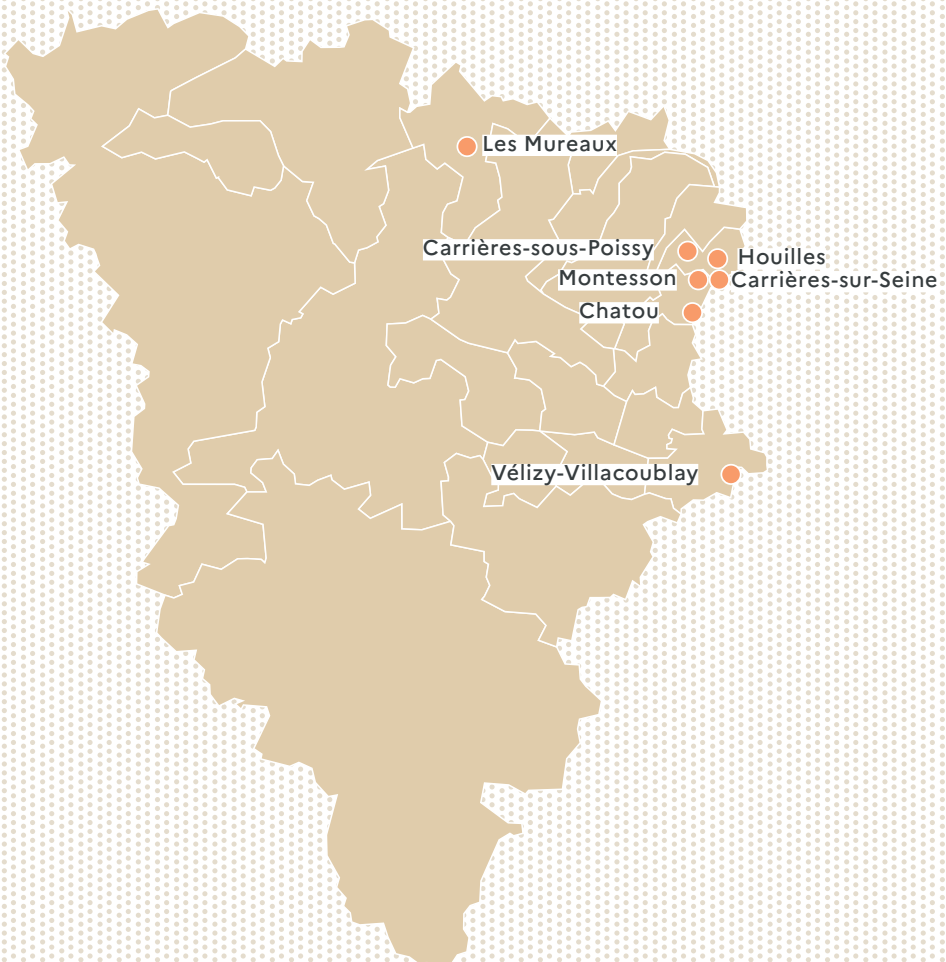
### VELIGEO

Création d'un **doublet de géothermie profonde au Dogger (15,9 MW)** avec PAC (13 MW) et connexion de 1 648 ml au réseau de chaleur sur la commune de Vélizy-Villacoublay.

**3,84 M€**

### CRISTAL ÉCO-CHALEUR

Extension du **réseau de chaleur** du SITRU à Carrières-sur-Seine, Houilles, Chatou et Montesson.



**454 974 €**

### LES MUREAUX BOIS ÉNERGIE

Extension du **réseau de chaleur** des Mureaux (2 311 ml) avec apport supplémentaire de chaleur biomasse.

**435 000 €**

### MODUL'O YVELINES / TRYON

Création d'une unité de **micro-méthanisation territoriale en injection** (36,4 Nm<sup>3</sup>/h) à Carrières-sous-Poissy.

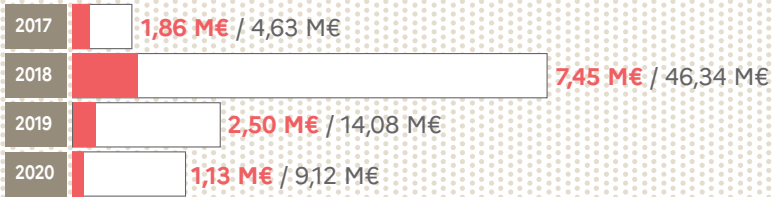




Focus sur...

# L'ESSONNE

## — Montants aidés



Montant cumulé des aides ADEME\*

**12,9 M€**

2,49 € / Habitant\*\*

Coût total des projets aidés\*

**74,2 M€**

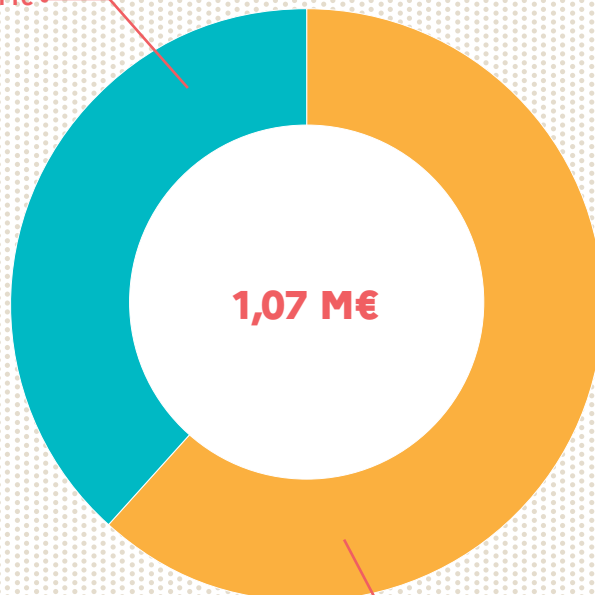
14,31 € / Habitant\*\*

\* Sur la période 2017-2020. \*\* Moyenne annuelle sur la période 2017-2020.

## — Thématiques des aides ADEME en 2020 (hors Investissements d'Avenir)

Économie circulaire  
& déchets

38,22 % / 0,41 M€

**1,07 M€**Énergies renouvelables  
& de récupération

61,78 % / 0,66 M€



# L'ESSONNE

## Exemples d'opérations aidées

356 926 €

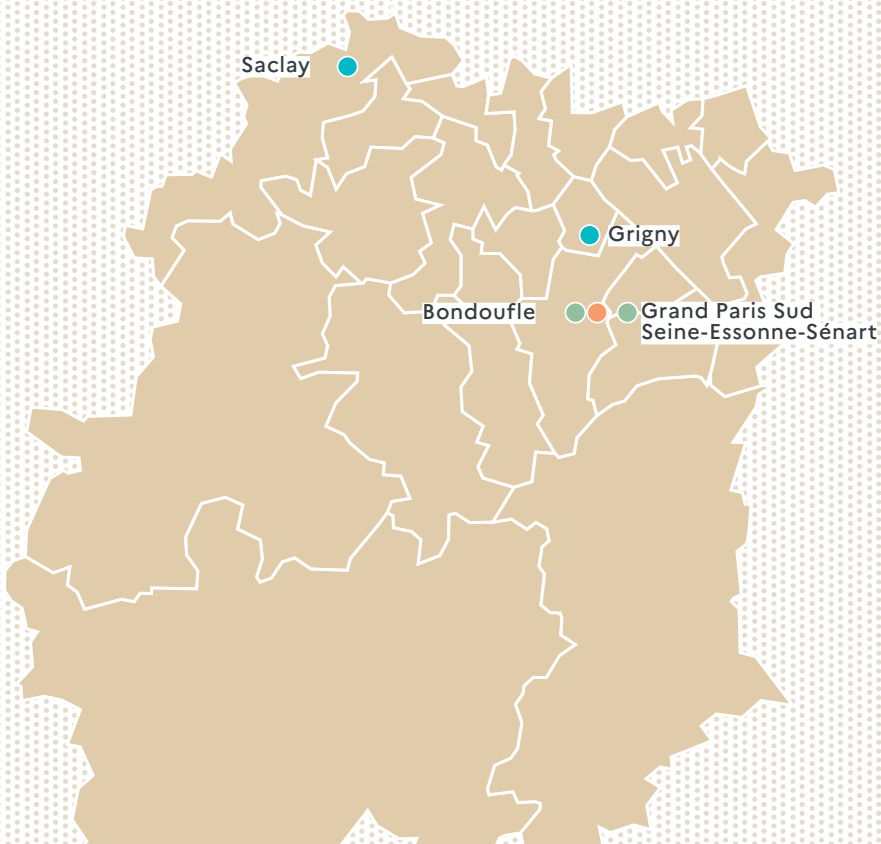
### Communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart (Bondoufle)

Chaufferie biomasse à Bondoufle (Grand Parc) de 920 kW et extension du réseau de chaleur.

155 030 €

### Établissement public d'aménagement de Paris-Saclay

Valorisation des limons inertes en terres végétales.



94 000 €

### MAUNA CONSULTING (Bondoufle)

Projet BAC IDF : élaboration d'une base de données des arrêtés de circulation relatifs au transport de marchandises en Île-de-France.

31 126 €

### GRESMO (Grigny)

Conception d'actions « alimentation zéro déchet » et mesure de leurs impacts sur une population hétérogène.

30 000 €

### Communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart

Intégration d'un volet Santé dans le Schéma de Cohérence Territorial de la Communauté d'Agglomération de Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart.

● Économie circulaire et déchets ● Transition énergétique ● Villes et territoires durables

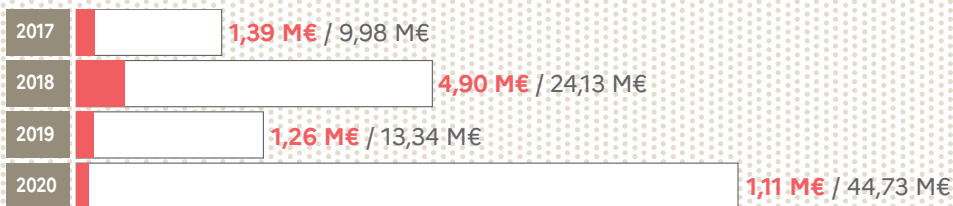




Focus sur...

# LES HAUTS-DE-SEINE

## — Montants aidés



Montant cumulé des aides ADEME\*

**8,7 M€**

1,35 € / Habitant\*\*

Coût total des projets aidés\*

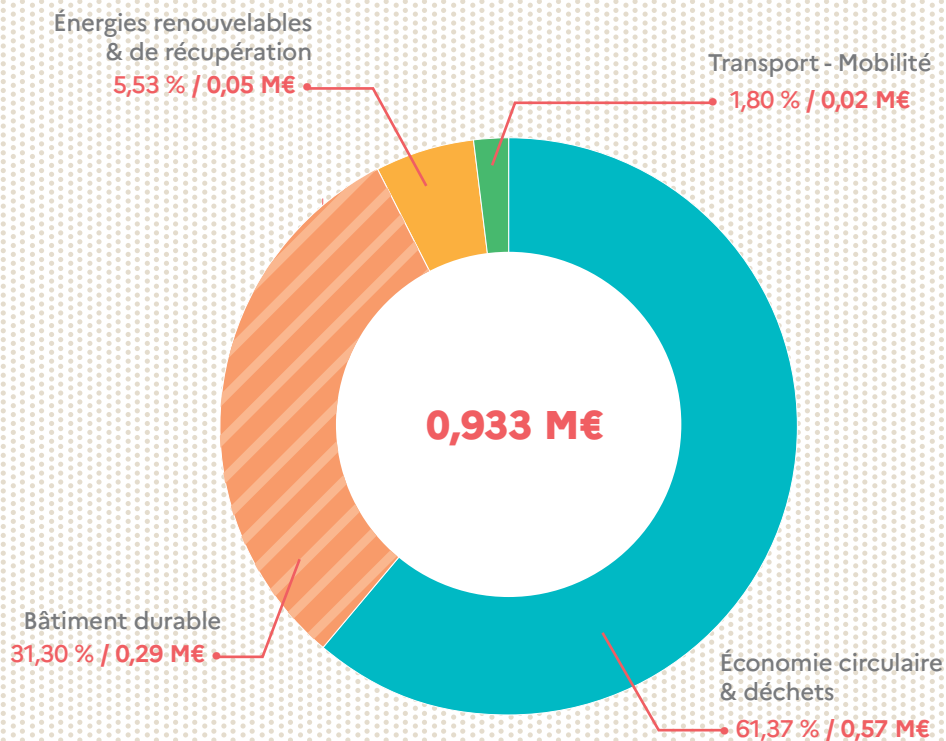
**92,2 M€**

14,32 € / Habitant\*\*

\* Sur la période 2017-2020. \*\* Moyenne annuelle sur la période 2017-2020.

## — Thématiques des aides ADEME

en 2020 (hors Investissements d'Avenir)





# LES HAUTS-DE-SEINE

## — Exemples d'opérations aidées

199 492 €

**CB+**

Enrichissement du code barre de produits alimentaires et développement d'un outil de gestion des stocks pour réduire le gaspillage alimentaire dans la grande distribution.

73 850 €

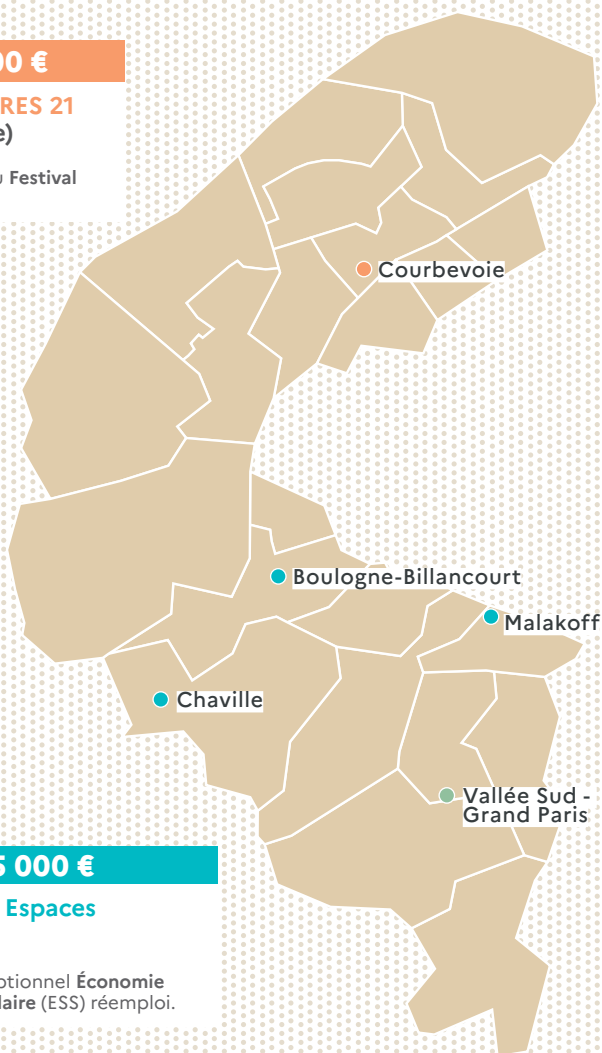
**Vallée Sud - Grand Paris**

AACT'AIR 2020 : Projet V2SL  
Stratégie et actions de logistique urbaine pour l'amélioration de la qualité de l'air sur le territoire de Vallée Sud - Grand Paris.

40 000 €

**ATMOSPHÈRES 21  
(Courbevoie)**

10<sup>ème</sup> édition du Festival Atmosphères.



25 000 €

**Association Espaces  
(Chaville)**

Dispositif exceptionnel Économie Sociale et Solidaire (ESS) réemploi.

13 108 €

**URBEEZ SAS  
(Boulogne-Billancourt)**

Étude de développement d'une unité de méthanisation pour valoriser jusqu'à 20 000 tonnes de biodéchets par an.

10 570 €

**Institut national de recherche pour  
l'Agriculture, l'Alimentation et  
l'Environnement**

Projet comparé « certification d'une qualité écosolidaire : co-construction d'un commun intellectuel ».

● Économie circulaire et déchets ● Transition énergétique ● Villes et territoires durables

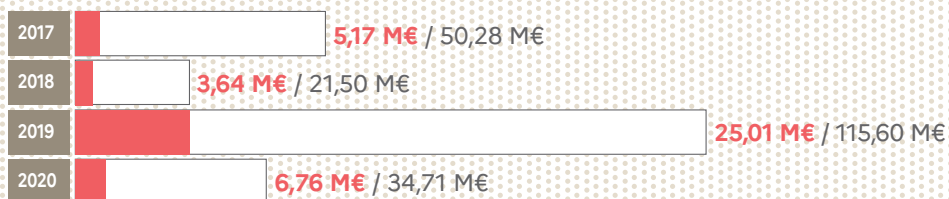




Focus sur...

# LA SEINE-SAINT-DENIS

## — Montants aidés



Montant cumulé des aides ADEME\*

**40,6 M€**

6,25 € / Habitant\*\*

Coût total des projets aidés\*

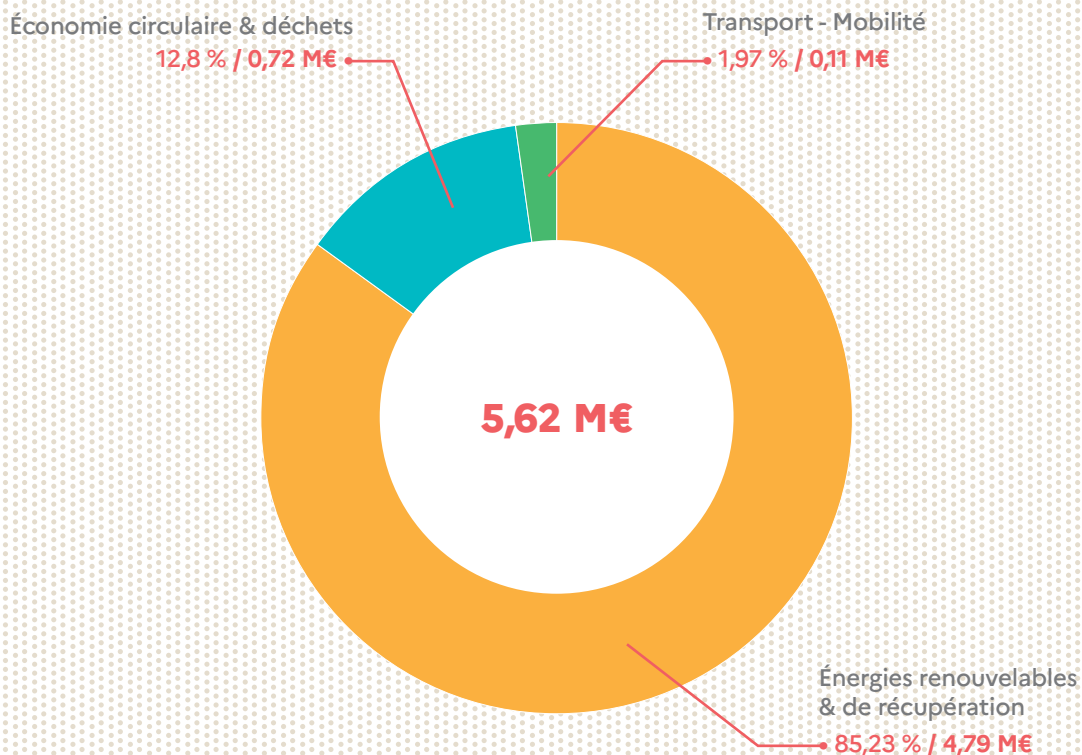
**222,1 M€**

34,21 € / Habitant\*\*

\* Sur la période 2017-2020. \*\* Moyenne annuelle sur la période 2017-2020.

## — Thématiques des aides ADEME

en 2020 (hors Investissements d'Avenir)





# LA SEINE-SAINT-DENIS

## — Exemples d'opérations aidées

**244 980 €**

### EKOPOLIS (Pantin)

Soutien au programme d'actions du centre de ressources Ekopolis et aux animations des démarches « Bâtiment Durable en Île-de-France » et « santé-environnement ».

**195 000 €**

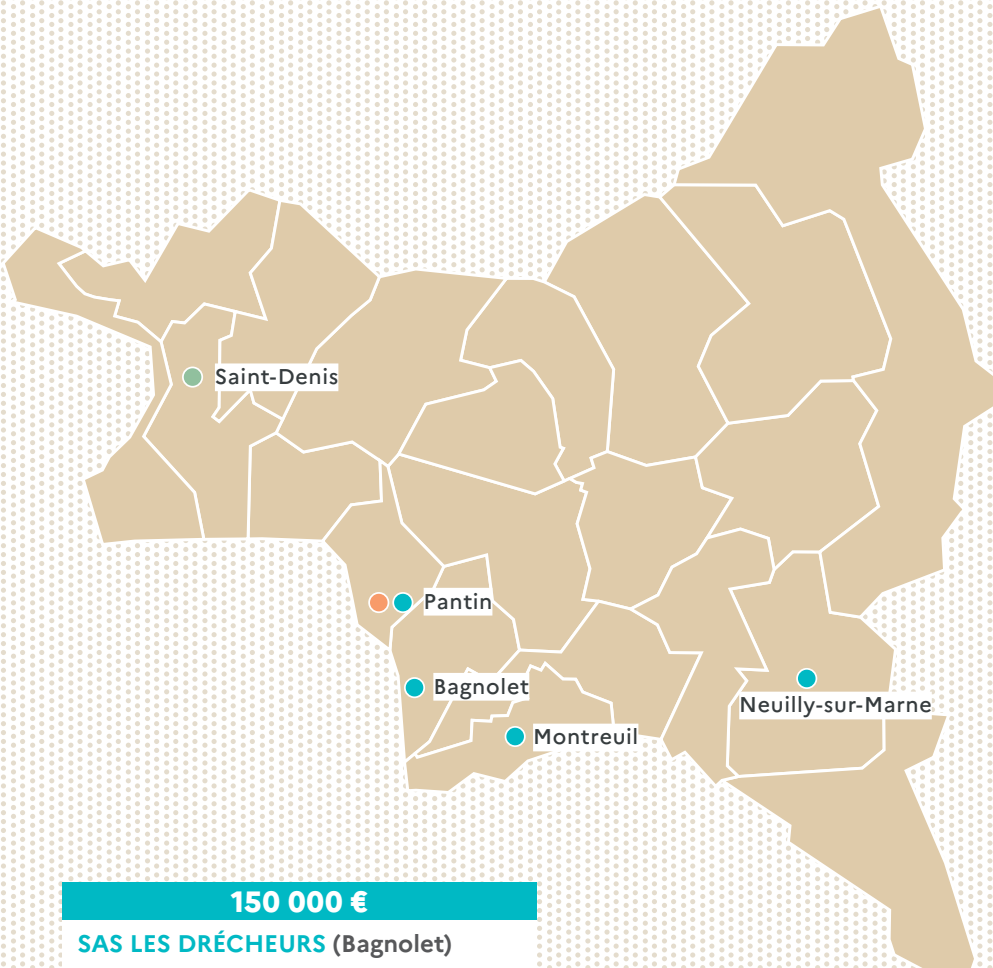
### CARMINE et Cie

Réemploi de contenants de peinture de chantiers du BTP.

**177 969 €**

### EMMAÛS alternatives (Montreuil)

Dispositif exceptionnel Économie Sociale et Solidaire (ESS) réemploi.



**150 000 €**

### SAS LES DRÉCHEURS (Bagnolet)

Valorisation des drèches de brasseries urbaines d'Île-de-France.

**111 000 €**

### DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS (Saint-Denis)

Déploiement d'une stratégie vélo en interne et en externe pour un département 100% cyclable.

**105 129 €**

### Neuilly EMMAÛS avenir (Neuilly-sur-Marne)

Dispositif exceptionnel Économie Sociale et Solidaire (ESS) réemploi.

**82 562 €**

### Association COUP DE MAIN (Pantin)

Dispositif exceptionnel Économie Sociale et Solidaire (ESS) réemploi.

● Économie circulaire et déchets ● Transition énergétique ● Villes et territoires durables



Focus sur...

## LE VAL-DE-MARNE

## — Montants aidés



Montant cumulé des aides ADEME\*

11,1 M€



2,00 € / Habitant\*\*

Coût total des projets aidés\*

91,2 M€



16,43 € / Habitant\*\*

\* Sur la période 2017-2020. \*\* Moyenne annuelle sur la période 2017-2020.

## — Thématiques des aides ADEME

en 2020 (hors Investissements d'Avenir)

Économie circulaire &amp; déchets

4,96 % / 0,19 M€

Transport - mobilité

0,42 % / 0,02 M€

3,78 M€

Énergies renouvelables  
& de récupération

94,62 % / 3,58 M€



# LE VAL-DE-MARNE

## — Exemples d'opérations aidées

96 950 €

### École nationale des ponts et chaussées (Marne-la-Vallée)

APR FINANCES CLIMAT : projet FRITE « Financement des Rénovations Intensives pour la Transition Énergétique ».

66 400 €

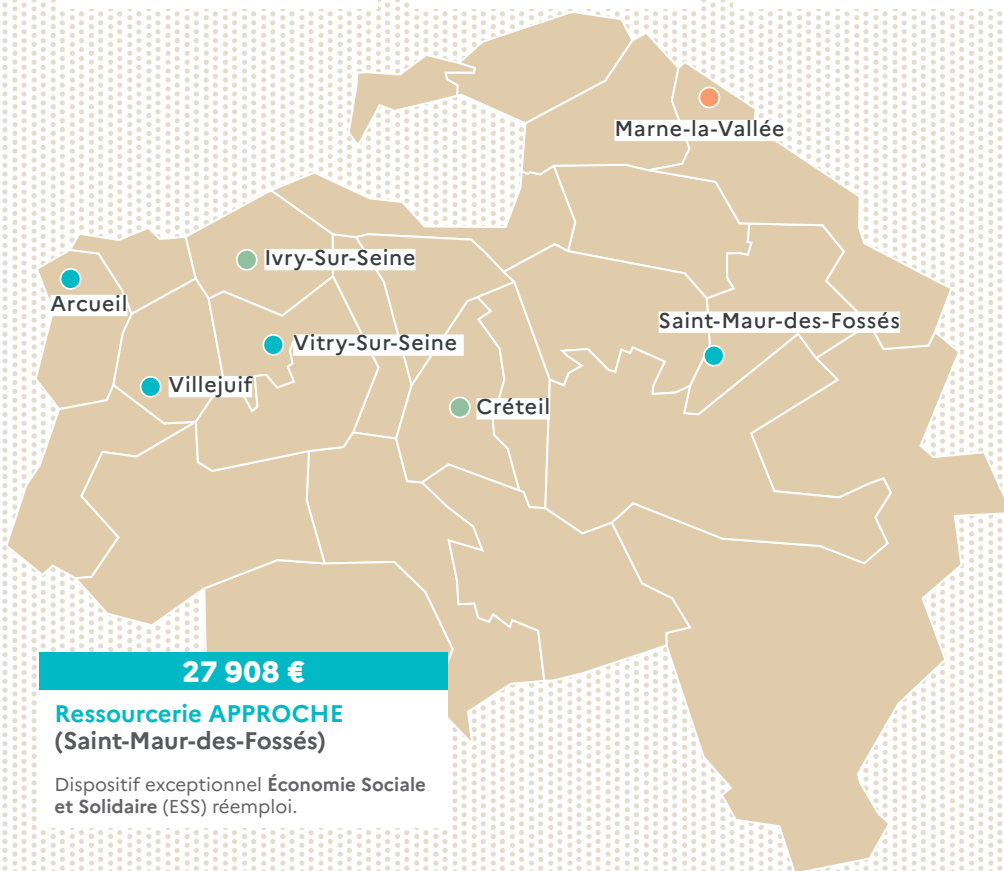
### Ressorcerie LA MINE (Arcueil)

Dispositif exceptionnel Économie Sociale et Solidaire (ESS) réemploi.

22 225 €

### SPEED distribution logistique (Ivry-sur-Seine)

Mise en œuvre d'une expérimentation fluviale suite à l'étude « transport de marchandises de type messagerie dans Paris par voie d'eau » initiée en 2016.



27 908 €

### Ressorcerie APPROCHE (Saint-Maur-des-Fossés)

Dispositif exceptionnel Économie Sociale et Solidaire (ESS) réemploi.

21 919 €

### Ressorcerie LA FRIPERIE SOLIDAIRE (Villejuif)

Dispositif exceptionnel Économie Sociale et Solidaire (ESS) réemploi.

17 374 €

### REJOUE (Vitry-sur-Seine)

Dispositif exceptionnel Économie Sociale et Solidaire (ESS) réemploi.

16 489 €

### Université Paris Est Créteil Val-de-Marne (Créteil)

Ingénierie Pédagogique au service de l'Agriculture Urbaine et Participative (co-construction de pratiques et de savoirs innovants pour valoriser les sols en Seine-Saint-Denis).

● Économie circulaire et déchets ● Transition énergétique ● Villes et territoires durables

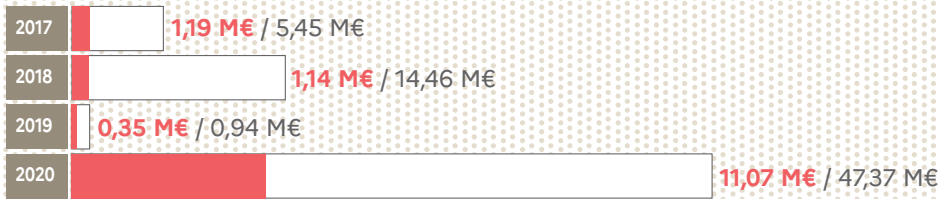




Focus sur . . .

# LE VAL-D'OISE

## — Montants aidés



Montant cumulé des aides ADEME\*

**13,8 M€**

2,81 € / Habitant\*

Coût total des projets aidés\*

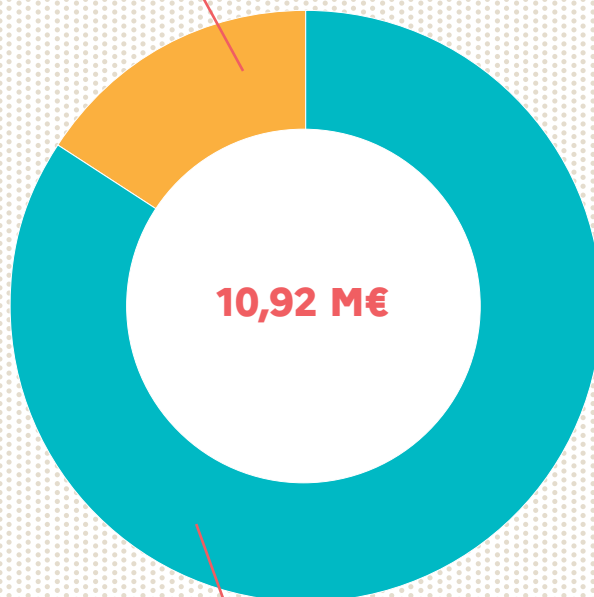
**68,2 M€**

13,88 € / Habitant\*

\*Moyenne annuelle 2017 - 2020

## — Thématiques des aides ADEME

en 2020 (hors Investissements d'Avenir)

Énergies renouvelables  
& de récupération  
15,66 % / 1,71 M€

Économie circulaire &amp; déchets

84,34 % / 9,21 M€



## LE VAL-D'OISE

### - Exemples d'opérations aidées

**8,79 M€**

**Syndicat mixte GESTION INCINÉRATION DÉCHETS / CSR EPP Énergie (Sarcelles)**

Création d'une unité de valorisation énergétique fonctionnant avec des Combustibles Solides de Récupération (CSR) à Sarcelles (Val d'Oise).

**1,70 M€**

**SARCELLES INVESTISSEMENTS (Garges-lès-Gonnesse)**

Densification de 425 ml du réseau de chaleur de Sarcelles et extension de 7 474 ml vers Garges-lès-Gonnesse.

**404 047 €**

**METAUX 116 SOREVO ENVIRONNEMENT (Val-Paris)**

Plan de relance : Aide aux recycleurs 2020.



**122 451 €**

**Communauté d'Agglomération ROISSY PAYS-DE-FRANCE**

De la fourche à la fourchette : des leviers pour une gouvernance alimentaire territoriale, avec accompagnement sur le modèle de l'économie de la fonctionnalité - territoire pilote « Territoires coopératifs serviciels ».

**15 000 €**

**Cergy Paris Université (Cergy-Pontoise)**

Étude sur la stratégie de développement durable du campus international CY.





Focus sur . . .

# LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS

## — Montants aidés



Montant cumulé des aides ADEME\*

**71,5 M€**



2,54 € / Habitant\*\*

Coût total des projets aidés\*

**431,6 M€**

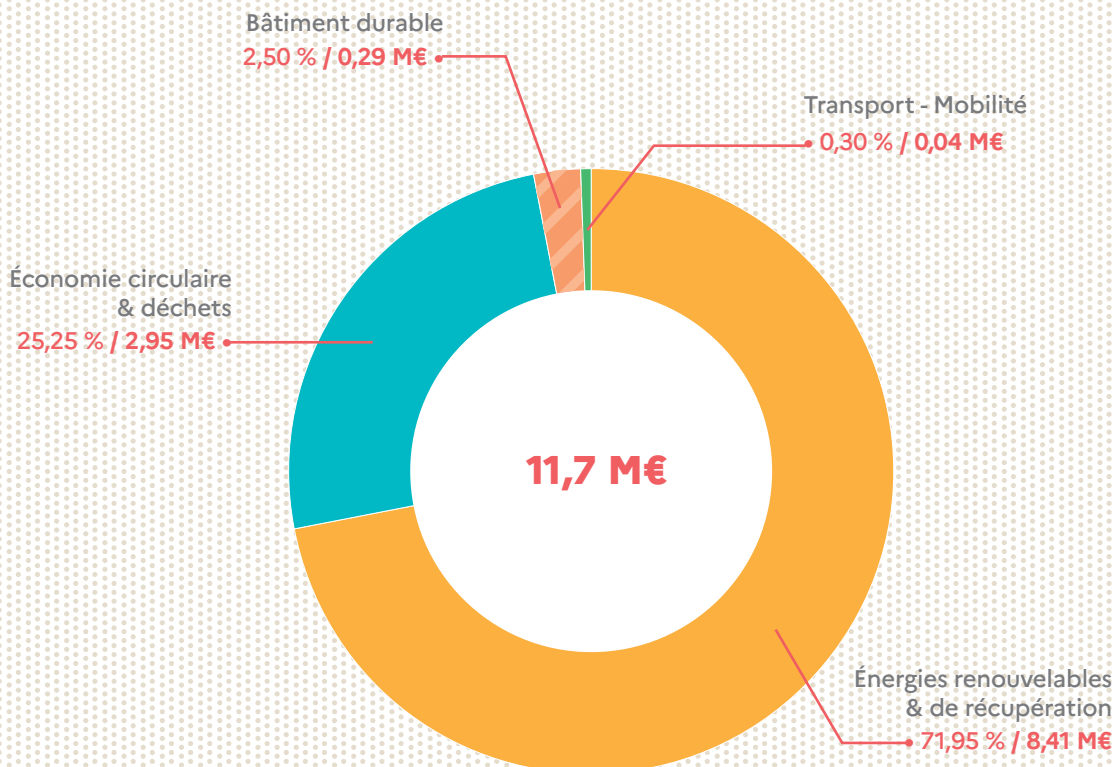


15,33 € / Habitant\*\*

\* Sur la période 2017-2020. \*\* Moyenne annuelle sur la période 2017-2020.

## — Thématiques des aides ADEME

en 2020 (hors Investissements d'Avenir)





# LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS

## — Exemples d'opérations aidées

11,28 M€

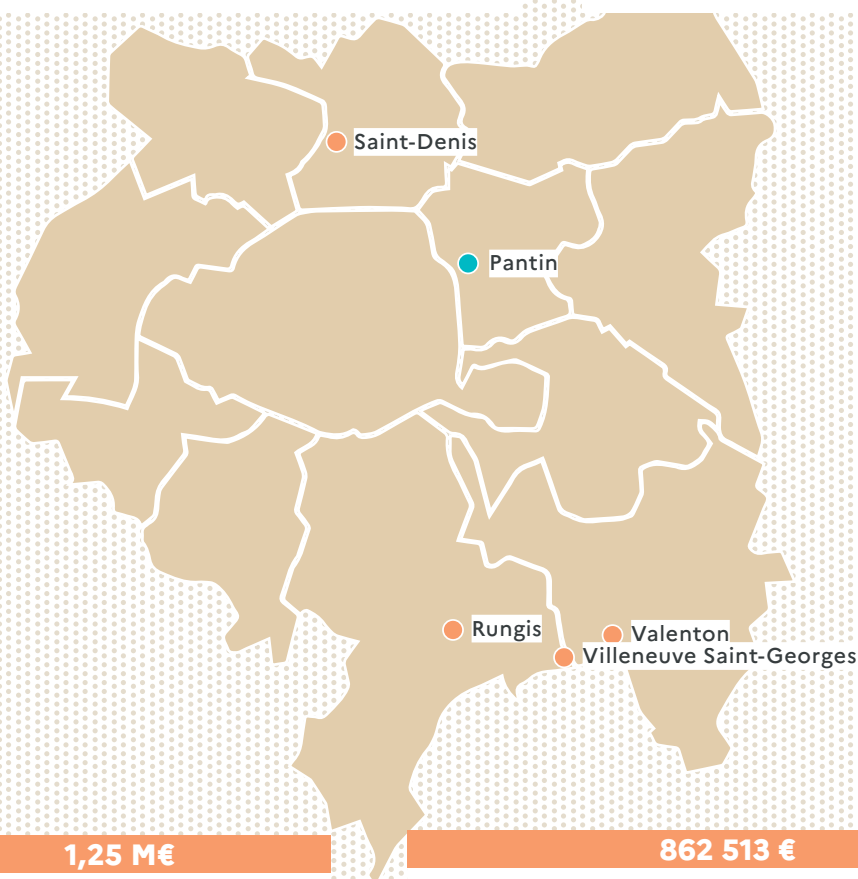
### AIR LIQUIDE ADVANCED BUSINESS / ARKEA CREDIT BAIL / B.E. GREEN / HYSETCO / TOYOTA FRANCE

Réalisation de **3 stations hydrogène**, soutien à l'acquisition d'une **flotte de 500 taxis** (Projet 2020 HYPE 600, pour un écosystème de mobilité hydrogène autour d'une flotte de 500 taxis en Île-de-France) et l'**acquisition de 3 bus**.

2 M€

### PLAINE COMMUNE ENERGIE (Saint-Denis)

Thermofrigopompe (TFP) sur nappe ainsi que **1 440 m de réseau de chaleur** et **840 m de réseau de froid** pour alimenter le quartier Pleyel (incluant le village Olympique JO2024).



1,25 M€

### Commune de RUNGIS (Rungis)

Création de **réseau de chaleur** à Rungis (**6 575 ml**) alimenté par une Unité de Valorisation Énergétique (UVE) via le réseau de la SEMMARIS.

862 513 €

### GEOVIVA (Villeneuve Saint-Georges & Valenton)

Installation d'une **PAC de 4,2 MW** alimentée par le doublet de géothermie actuel sur Dogger, **extension et densification du réseau de chaleur de 5 926 ml**.

1,15 M€

### Société de livraison des ouvrages olympiques (Saint-Denis et Saint-Ouen)

Création d'un **réseau de chaleur et de froid** de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Village Olympique et Paralympique.

825 000 €

### Commune de Pantin (Pantin)

Réaménagement global du parc Diderot en un parc tonique : plan d'eau (dont une partie pour la baignade), butte de jeux (dont part un grand toboggan), jardin, équipements sportifs, espaces verts.







RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité



## L'ADEME

À l'ADEME - l'Agence de la transition écologique -, nous sommes résolument engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation des ressources.

Sur tous les fronts, nous mobilisons les citoyens, les acteurs économiques et les territoires, leur donnons les moyens de progresser vers une société économe en ressources, plus sobre en carbone, plus juste et harmonieuse.

Dans tous les domaines - énergie, économie circulaire, alimentation, mobilité, qualité de l'air, adaptation au changement climatique, sols... - nous conseillons, facilitons et aidons au financement de nombreux projets, de la recherche jusqu'au partage des solutions.

À tous les niveaux, nous mettons nos capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

L'ADEME est un établissement public sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.



Direction régionale Île-de-France  
6/8 rue Jean Jaurès - 92807 Puteaux Cedex  
courriel : [ademe.ile-de-france@ademe.fr](mailto:ademe.ile-de-france@ademe.fr)

[ile-de-france.ademe.fr](http://ile-de-france.ademe.fr)



ADEME Île-de-France - Avril 2021 - Ne pas jeter sur la voie publique. Coordination éditoriale : Marion Guéroul / ADEME Île-de-France- Conception-Réalisation : CHARACTER - Crédits photos - p1&dos : ©Sakura / Adobe Stock, p4 : ©Matthew Smith / Unsplash, p5 : ©Igor Lubinetsky, p6 & p7 : ©Mirna Rivalta / Unsplash, p8 & p9 : ©Bernard Hermant / Unsplash, p10 & p11 : ©Christian Stahl / Unsplash. Imprimé avec des encres végétales par Clumic Arts graphiques, imprimeur certifié - 500 exemplaires.

EDI00005261